

Affaire Reinhart-Rogoff et éthique intellectuelle

Publié le 24/04/2013

**Un duo d’économistes de renom a commis des erreurs. Tirons-en les leçons sans tomber dans l’exploitation idéologique**  
  
**Par Marc Crapez.**

Marc Crapez, politologue et chroniqueur, a publié plusieurs livres dont "Défense du bon sens ou la controverse du sens commun" (éd. du Rocher, 2004), et "Un besoin de certitudes. Anatomie des crises actuelles" (éd. Michalon, 2010). Dernière publication : « Pour un libéralisme rénové », dans la revue Sociétal (n° 78, 4ème trimestre 2012). Il a créé sur Wikibéral la notice « efficience et rationalité ».

Au-delà de 90% du PIB, l’endettement obère-t-il la croissance ? C’était la thèse de Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff, économistes de renom, dans un article de revue paru en 2010. Mais le 15 avril dernier, trois économistes réfutent la méthode de cet article, puis publient, le 18 avril, dans le Financial Times, une tribune intitulée « Why Reinhart and Rogoff are wrong about austerity ».

Cette querelle scientifique n’est pas une affaire de données tronquées ou de tricherie idéologique (comme l’affaire Sokal). Mais Reinhart et Rogoff ont commis des inexactitudes factuelles. La morale de cette histoire est qu’il est vain de vouloir déterminer mathématiquement l’existence d’un seuil d’endettement à partir duquel la dette serait un obstacle à la croissance, alors qu’il varie en fonction des pays, des époques et de la teneur de ladite dette.

Qui plus est, Reinhart et Rogoff ont péché par vanité, en présentant leur hypothèse comme validée par « les économistes ». En France, certains sociologues d’extrême-gauche ont l’impudence de présenter leurs conclusions comme validées par « les sociologues » ou « la sociologie ». Cette généralisation abusive témoigne de cuistrerie scientiste.

**Comment créer de la connaissance ?**

Reinhart et Rogoff ont abusé d’arguments d’autorité. Mais leurs détracteurs ne sont pas non plus exempts d’inférences péremptoires. D’abord parce que Reinhart-Rogoff ne cachaient pas avoir travaillé sur une base empirique étroite. Ensuite parce que leurs erreurs, dues à un mésusage du tableur Excel, une fois rectifiées, la tendance générale reste inchangée. Il s’en faudrait donc qu’il n’existe aucun lien entre un ralentissement de la croissance et un certain excès d’endettement.

Un économiste polonais signale, en outre, une étude de la Banque des règlements internationaux, parue en 2011, qui montre l’existence d’un seuil d’endettement gênant la croissance des entreprises (Krzysztof Rybinski,Financial Times, 19 avril). Un businessman américain mentionne, enfin, une étude du FMI, parue en 2010, sur les effets du ratio dette-PIB sur la croissance (Ron Dudley, FT, 22 avril).

Mais l’exploitation idéologique démarre. Le 19 avril, Emmanuel Todd passe en boucle dans les médias français en clamant la science en péril car deux économistes américains pro-austérité seraient convaincus de procédés anti-scientifiques et vocifère : « Toute personne qui prône l’austérité devrait faire l’objet d’une enquête de moralité » (sic). Le lendemain, dans le Herald Tribune, Paul Krugman parle d’un fiasco et de fausses affirmations (sans doute pour faire oublier la publication d’une [étude qui dément ses propres affirmations sur la non-implication des organismes publics de crédit dans le krach de 2008](ttp://www.contrepoints.org/2013/02/20/115472-dormez-bien-bonnes-gens)).

Ces imprécations sont irresponsables car elles peuvent conditionner de jeunes esprits malléables. Un jour que j’étais tuteur en sociologie à l’université (cela consiste à recevoir individuellement des étudiants désireux d’être conseillés), un étudiant se présenta, voulant faire un exposé sur « les inégalités sociales à l'université », qu’il présupposait prouvées par Bourdieu et niées par Boudon. J’ai tenté de lui expliquer que la différence entre les deux ne portait pas sur le constat de l’existence d’une inégalité des chances mais sur son interprétation. Non seulement il ne m’a pas cru, mais il m’a regardé d’une drôle de façon, comme si j’avais été « à la solde » de la domination capitaliste qu’il voulait dénoncer.

La philosophie antilibérale, qui incite à s’affranchir d’une forme de domination, tombe facilement dans la dénonciation de forces maléfiques. La philosophie libérale au contraire, en invitant à se libérer d’une sorte d’endoctrinement, ne critique que la paresse d’esprit. Elle préserve l’éthique intellectuelle en laissant la possibilité à chacun de concourir, selon l’ambition de Raymond Aron, à « approcher le vrai », ou selon celle de Raymond Boudon, à « créer de la connaissance ».